

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MERCREDI 07 MARS 2007

WOENSDAG 07 MAART 2007

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 15 h 15 sous la présidence de M. Willy Cortois.

01 Question de Mme Hilde Vautmans au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la désignation du président du collège de police" (n° 14354)

01.01 Hilde Vautmans (VLD) : Le collège de police d'une zone pluricommunale est composé des bourgmestres des communes de cette zone. Le collège désigne un de ses membres comme président. En l'absence de désignation, la présidence est assurée par le bourgmestre qui a obtenu le plus grand nombre de voix et ce, jusqu'à ce que le collège prenne une décision formelle.

La législation en la matière prête à confusion. Il n'apparaît pas clairement si la décision relative à la présidence ne peut être prise que par consensus ou si le président peut également être désigné au terme d'une élection. Laquelle de ces interprétations est correcte ? Que se passe-t-il lorsque les bourgmestres ne parviennent pas à un consensus ?

Le bourgmestre au rang le plus élevé est-il obligé d'inscrire l'élection du président à l'ordre du jour ? Quand doit-il le faire ? Que se passe-t-il s'il ne le fait pas ?

01.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Le collège de police désigne l'un de ses membres en qualité de président. Si tel n'est pas le cas, le membre au rang le plus élevé assure la présidence en attendant une désignation effective. On évite ainsi que le poste de président soit vacant.

Les décisions du collège de police sont prises à la majorité des voix. La loi n'impose ni consensus, ni unanimité et ce, pour aucun sujet. Un consensus constitue, en revanche, un idéal à poursuivre pour un organe collégial mais, à défaut de consensus, un vote est parfois nécessaire.

Lors de la première réunion du nouveau collège de police, il est en principe vérifié, sous la présidence du bourgmestre revêtu du rang le plus haut, si le collège reprend le règlement d'ordre intérieur du collège précédent. À cette occasion, on vérifie également si la présidence fait l'objet d'un consensus. En l'absence d'un consensus, il y a lieu de décider quand l'élection du président aura lieu.

Le président par intérim est tenu d'inscrire l'élection du président à l'ordre du jour. Au cours de la réunion, un ou plusieurs bourgmestres peuvent également solliciter un vote sur la désignation. Le président doit alors organiser un vote sur l'opportunité de traiter la demande de ces bourgmestres. Le président est lié par le résultat de ce vote.

La question de Mme Vautmans s'inspire de la situation propre au Limbourg. J'envisage de déléguer un commissaire du gouvernement si la situation ne s'y résout pas rapidement.

01.03 Hilde Vautmans (VLD) : Le ministre a heureusement l'intention de s'attaquer au problème dans le Limbourg.

L'incident est clos.

02 Question de M. Bart Laeremans au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les chiffres actuels relatifs à la connaissance des langues au sein de la police bruxelloise" (n° 14161)

02.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : En janvier 2007, le ministre nous a enfin communiqué les chiffres relatifs aux connaissances linguistiques à la police de Bruxelles. Ils datent de mai 2006 et sont donc tout sauf actuels. De plus, ils comportent des erreurs et il n'y a pas de ventilation pour les zones Midi et Uccle.

Pourquoi les données relatives à ces zones ne sont-elles pas scindées selon qu'elles concernent d'anciens ou de nouveaux membres du personnel ? Le ministre ne dispose-t-il pas de ces éléments ou, autrement dit, quelqu'un fait-il de l'obstruction ?

Le ministre dispose-t-il de données plus récentes que celles de mai 2006 ? Dans un arrêt du 17 janvier 2007, la Cour d'arbitrage utilise des chiffres très différents. Sur quelle base ceux-ci reposent-ils ?

Comment le ministre explique-t-il le faible taux de bilinguisme des nouveaux membres du personnel ? Les 40 % d'unilingues dénombrés parmi les anciens membres du personnel sont-ils tous des ex-gendarmes ?

Pouvons-nous disposer d'un aperçu, par année et depuis 2001, du nombre de membres du personnel ayant présenté avec succès un examen du Selor ? Quels efforts fournit-on pour inciter le personnel à obtenir un brevet linguistique ?

02.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Les données proviennent des zones elles-mêmes, dont certaines fournissent plus de détails que d'autres. Il ne s'agit pas d'obstruction pour autant. En réalité, il conviendrait d'examiner distinctement le dossier de chaque membre du personnel et de le suivre individuellement. Selon toute vraisemblance, les zones ont d'autres priorités.

Cette discussion ne porte pas exclusivement sur des données chiffrées. Les connaissances linguistiques des agents de la police de Bruxelles sont en effet insuffisantes. Il convient de se demander comment nous pouvons remédier à cette situation. Je pense que des efforts conjoints sont nécessaires, également de la part de l'enseignement ordinaire. Le système de primes que nous avons instauré n'a en tout état de cause guère donné de résultats. Même s'il faut trouver une solution, les corps ne doivent cependant pas se vider de leur personnel dans l'intervalle. C'est pourquoi la période de transition a été prolongée. La sécurité ne doit en tout cas pas être mise en danger.

Les pouvoirs publics n'ont pas la possibilité de consulter les résultats obtenus au Selor étant donné que les membres du personnel s'inscrivent individuellement.

La situation ne s'améliorera que lorsque les formations linguistiques commenceront à porter leurs fruits. Il n'est cependant pas toujours aisé de combiner son travail avec des cours. Cette combinaison demande une certaine flexibilité dans l'organisation des services, mais dans la plupart des zones, cette organisation est déjà soumise à rude épreuve en raison du caractère imprévisible des tâches des policiers.

02.03 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Cette réponse est incomplète. L'argument qui consiste à dire qu'on ne dispose pas de chiffres du Selor parce que les membres du personnel s'y présentent séparément ne tient pas la route. Le ministre aurait déjà dû demander depuis longtemps aux différentes zones un aperçu de l'évolution des pourcentages de réussite au Selor.

Le ministre avait promis des efforts, mais il aurait pu en fournir davantage pour encourager les policiers à participer à ces examens.

J'ai demandé des chiffres actualisés mais je n'en ai obtenu aucun. Le ministre parle de 66 et 70 % de bilingues dans les services de police de Bruxelles alors que, précédemment, il avait cité ici même le chiffre

de 52 %. Donc, soit il gruge la Cour d'arbitrage, soit il se rend coupable de rétention d'informations à l'égard du Parlement. En plus, il n'est même pas en mesure de nous expliquer la différence entre ces pourcentages.

Comment se fait-il qu'il y ait toujours 40 % d'unilingues parmi les membres âgés du personnel ? Tous ne sont pourtant pas d'anciens gendarmes. En outre, ma question relative à l'évolution des examens linguistiques n'a pas reçu de réponse.

Ce sujet n'intéresse pas le ministre. Rien que pour ça, j'espère qu'il ne sera pas reconduit dans ses fonctions de ministre de l'Intérieur !

L'incident est clos.

03 Question de Mme Talbia Belhouari au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les comportements de l'Office des étrangers lors des expulsions, notamment le cas de la jeune Marocaine Amal" (n° 14191)

03.01 Talbia Belhouari (PS) : La jeune marocaine Amal, enceinte de cinq mois, et qui attendait la sortie d'hôpital de son compagnon pour pouvoir se marier, a été arrêtée le 22 janvier et conduite à Zaventem puis, grâce à l'intervention de son avocate, en centre fermé. L'Office des Étrangers affirme avoir voulu l'expulser « pour l'exemple », tout en sachant qu'elle obtiendrait facilement un visa pour revenir se marier en Belgique.

Comment expliquer une telle attitude de la part de l'Office des Étrangers ? Quelles dispositions prendrez-vous pour éviter pareilles situations à l'avenir ? Comme le demande la journaliste du *Soir*, pourquoi ne pas avoir tenu compte de la situation administrative et familiale de cette femme ?

03.02 Patrick Dewael, ministre (en français) : Je ne peux me prononcer sur des cas individuels. Un étranger en situation illégale sur le territoire peut être maintenu en vue de son éloignement, sans constat systématique de sa situation médicale. En revanche, un examen médical précède toute admission dans un centre fermé. En cas d'éléments nouveaux, la situation de la personne est réexaminée et mon administration tient compte de ces éléments pour prendre une décision.

03.03 Talbia Belhouari (PS) : Je ne souhaitais pas aborder un cas particulier mais une situation générale, évoquée dans la presse. J'estime aussi qu'une grossesse de cinq mois est un élément visible.

Le président : Je demande au secrétaire de la commission de veiller à ce qu'à l'avenir, ce type de questions évoquant des cas individuels ne passent plus à l'ordre du jour.

L'incident est clos.

04 Question de M. François Bellot au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les indemnités de fin de carrière des policiers" (n° 14200)

04.01 François Bellot (MR) : Comment calculerez-vous, dans les prochaines semaines, les montants des primes de fin de carrière des policiers n'ayant pas épuisé leurs jours de congé de maladie ?

04.02 Patrick Dewael, ministre (en français) : Un projet d'arrêté royal a été élaboré mais doit encore faire l'objet de négociations syndicales et de négociations avec le Conseil consultatif des bourgmestres.

Tous les membres du personnel de la police intégrée qui seront pensionnés à partir du 1^{er} août 2007 pourront recevoir une telle prime. Le montant est fixé à 1/10^{ème} du nombre de jours de congé de maladie restants, converti en heures, multiplié par 1/1626^{ème} du traitement dû pour le mois précédant la date d'entrée en vigueur de la pension. La date d'entrée en vigueur de la mesure est explicitée dans le protocole 186/4. Les vérifications en cours doivent garantir que la finalité de lutte contre l'absentéisme au sein de la police intégrée soit atteinte.

04.03 François Bellot (MR) : J'espère que l'arrêté royal sera pris avant la dissolution des Chambres.

04.04 Patrick Dewael, ministre (en français) : L'objectif est de faire avancer les négociations en cours afin que tous les membres du personnel qui seront pensionnés à partir du 1^{er} août 2007 reçoivent une telle prime.

04.05 François Bellot (MR) : On peut donc s'attendre à ce que les membres du personnel qui devraient prendre leur pension à partir du 1^{er} juillet 2007, demandent à pouvoir prolonger leur carrière d'un mois ou deux comme c'est statutairement autorisé.

L'incident est clos.

Le **président** : Les questions n°14203 de Mme Murielle Gerkens, n°14215 de M. Chabot et n°14234 de M. Luc Goutry sont ajournées étant donné que ces orateurs ne sont pas présents.

05 Question de Mme Camille Dieu au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'état d'avancement du centre de formation *flash-over* en Wallonie et du dossier de plateau spécialisé introduit par la province de Hainaut dans le cadre des fonds Seveso" (n° 14240)

05.01 Camille Dieu (PS) : L'importance de la formation des sapeurs-pompiers a été rappelée lors du décès accidentel d'un jeune pompier début février. Le PS accorde beaucoup d'importance aux conditions de travail et de formation des services de sécurité civile.

Le 11 février, vous déclariez à la RTBF que des formations pratiques de type « flash over » étaient disponibles en Belgique - en Flandre uniquement - et qu'un projet de centre de formation était développé en province de Hainaut.

Dès décembre 2006, cette province se serait montrée disponible pour organiser la formation pour les pompiers d'expression francophone, mais cet appel semble être resté sans réponse.

Le 14 février, vous lanciez par la presse écrite un appel aux initiatives en spécifiant que chaque centre pratique devrait développer, outre la formation de base, l'une ou l'autre spécialité. La province de Hainaut aurait introduit un tel projet de plateau spécialisé.

Quelles suites ont-elles été données aux propositions de la province de Hainaut ; à ce jour, aucune réponse n'est parvenue aux autorités de cette province ?

05.02 Patrick Dewael, ministre (en français) : L'école provinciale du feu de Hainaut a été retenue pour la formation au « flash-over » et sera l'opérateur pour les sapeurs-pompiers francophones.

J'ai pris note que cette école se proposait d'organiser également une formation de formateurs pour l'ensemble des provinces francophones.

Le dossier de plateau spécialisé introduit par la province de Hainaut dans le cadre des fonds Seveso a été examiné par mes services et les représentants des gouverneurs le 26 janvier 2007.

Plusieurs dossiers ont été introduits et méritent d'être analysés, comme celui du Hainaut. Pour le moment, aucune décision n'a été prise mais les meilleurs projets parmi ceux qui n'auront pas été retenus cette année figureront en première position pour l'utilisation des fonds Seveso 2008.

05.03 Camille Dieu (PS) : Puisque tout a paru dans la presse chez nous, je communiquerai aussi ces informations.

Présidente : Mme Camille Dieu.

L'incident est clos.

06 Question de M. Willy Cortois au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les collectes à domicile" (n° 14296)

06.01 Willy Cortois (VLD) : Le fondement de la réglementation relative aux collectes à domicile est un arrêté royal de 1823 complété au fil du temps par des circulaires ministérielles. Une autorisation nationale, renouvelable chaque année, est octroyée par arrêté royal pour ce type de collectes. Combien d'autorisations le ministre a-t-il octroyées en 2004, 2005 et 2006 ? Combien de demandes ont été refusées ? Quel contrôle est opéré par l'administration ?

Des autorisations locales sont délivrées par les autorités communales et provinciales.

Des oeuvres de bienfaisance se plaignent de la concurrence du secteur des vêtements de seconde main et des vieux meubles qui abuseraient du sentiment de charité. Une nouvelle circulaire ministérielle doit-elle éventuellement être adoptée ou l'arrêté royal doit-il être modifié ?

06.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Au cours des années 2004 et 2006, 23 autorisations ont été délivrées, pour 25 en 2005. Chaque association qui a obtenu une autorisation pour un an doit communiquer un rapport au SPF Intérieur dans les trois mois qui suivent l'expiration de l'autorisation. L'autorisation n'est prolongée que si les frais s'élèvent à moins de 25 % des recettes.

Aucune demande n'a été refusée au cours des trois dernières années. Le SPF Intérieur n'a reçu aucune plainte relative aux dispositions légales et n'estime donc pas nécessaire de rapporter la circulaire ministérielle de 1991 ni d'abroger l'arrêté royal de 1823.

06.03 Willy Cortois (VLD) : Il m'a pourtant été signalé ici et là que des abus sont bien commis. Je communiquerai deux exemples au ministre. Peut-être les provinces et les communes devraient-elles être plus vigilantes.

L'incident est clos.

Président: M. Willy Cortois.

07 Question de M. Bart Laeremans au premier ministre et au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'action menée par les bourgmestres en raison de la non-scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde" (n° 14225)

07.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Vingt bourgmestres de Hal-Vilvorde ont à nouveau annoncé des actions contre la circonscription électorale unitaire de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Ils ne confectionneront pas les listes des électeurs.

Quelle est la réponse du gouvernement à cette action ? Qu'advient-il si les listes des électeurs ne sont pas confectionnées en temps voulu ? Le gouvernement s'oppose-t-il toujours à une scission de la circonscription électorale avant les élections de juin ? Pourquoi ne donne-t-on pas suite à l'arrêt de la Cour d'arbitrage qui, en 2003, a accordé au gouvernement un délai de quatre ans pour se conformer au principe d'égalité ?

07.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Le contrôle de la confection de la liste des électeurs par chaque collège des bourgmestre et échevins est assuré par le gouverneur de province dans toutes les communes de son ressort. Il répartit également les électeurs entre les bureaux de vote et attribue des locaux de vote à tous les bureaux de vote. Il veille également à ce que chaque collège envoie une convocation aux électeurs en temps voulu.

Il incombe donc au gouverneur d'intervenir si un collège des bourgmestre et échevins ne s'acquitte pas dûment de sa tâche.

Les aspects politiques liés à la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde ont été suffisamment

abordés lors de précédentes réunions.

07.03 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Le ministre élude la question et indique ainsi clairement qu'il ne sera plus question d'une scission. Il minimise ses responsabilités et fait l'impasse sur les engagements pris précédemment.

La question n'a pas du tout été abordée suffisamment. Qui plus est, l'esprit de l'arrêt de la Cour d'arbitrage est clair. La circonscription électorale devait être scindée au cours de la présente législature. Le ministre fait fi de l'État de droit en ignorant l'arrêt. Le VLD n'a plus grand-chose de flamand.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **M. Bart Laeremans au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les défaillances graves du système de communication et de la procédure d'évacuation apparues à la suite de l'alerte à la bombe à Zaventem" (n° 14325)**

- **Mme Katrien Schryvers au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la sécurité à l'aéroport national" (n° 14351)**

08.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Le vendredi 23 février, il y a eu une fausse alerte à la bombe à l'aéroport de Zaventem, ce qui a suscité un chaos sans précédent.

Le ministre peut-il fournir un aperçu des manquements constatés à l'occasion de cet incident ? Comment s'explique l'absence d'un système de communication convenable pour les passagers ? Comment le ministre explique-t-il que l'on ne puisse communiquer correctement avec le personnel, pas même avec le personnel de sécurité ? Que sont les "priorités" pour lesquelles le personnel disponible de l'aéroport a été engagé ? Quel était le rôle de la police fédérale et de la douane ? Est-il exact qu'aucun exercice d'évacuation n'a eu lieu à Zaventem depuis 1991 ? Est-il exact que les procédures d'évacuation existantes n'ont plus été mises à jour depuis plusieurs années ?

08.02 Katrien Schryvers (CD&V) : Est-il exact qu'aucun exercice de sécurité n'a plus été organisé à l'aéroport de Zaventem depuis 1991 ? Quelle en est la raison ? Dans quelle mesure le ministre suit-il les questions de sécurité dans et autour de l'aéroport ? Quels services en assument la responsabilité ? Les villes et les communes sont responsables des plans d'urgence communaux, mais existe-t-il des procédures spéciales en cas de risques plus importants ? Le ministre a-t-il à un moment donné été informé de l'absence de plans d'urgence et de règles de sécurité ? A-t-il lui-même déjà posé des questions à ce sujet ? Le gouverneur du Brabant flamand lui a-t-il fourni des explications sur les problèmes de sécurité rencontrés ? Quelles mesures le ministre prend-il ?

08.03 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Le 23 février vers 19 h, la police fédérale a été informée qu'une bombe exploserait à l'aéroport dans les deux heures. Considérant qu'il s'agissait d'une menace sérieuse, la police a décidé, avec le service d'inspection aéroportuaire Sécurité, d'évacuer les deux halls et le parking situé devant l'aéroport. Comme il s'agissait d'assurer avant tout la sécurité de toutes les personnes présentes, la plate-forme de communication avec les passagers a aussi été évacuée et c'est pourquoi il y a eu des défauts de communication pendant un moment. De plus, des problèmes de coordination sont apparus. Compte tenu de la nécessité d'exécuter en priorité certaines tâches de sécurité, tout le personnel disponible a été affecté à ces tâches. Il s'agissait, par exemple, d'assurer une présence au contrôle d'accès. La douane n'intervient pas en cas d'évacuation de l'aéroport et a donc aussi dû quitter les lieux.

Il est exact qu'il n'y a pas eu de véritables exercices avec évacuation de tous les passagers. L'aéroport a dû être évacué à plusieurs reprises et cela s'est toujours bien passé. De plus, diverses compagnies aériennes ont organisé des exercices à titre individuel, mais sans y associer des passagers.

La sécurité de l'aéroport relève tout d'abord de l'exploitant. Le bourgmestre et le gouverneur de province ont aussi un rôle à jouer. Le ministre de l'Intérieur n'est pas le premier responsable en cas d'évacuation après une alerte à la bombe. L'exploitant, qui est responsable du plan de secours interne, a des obligations nationales et internationales. Une concertation est organisée chaque mois au sein du Comité de sécurité

local, qui réunit la police fédérale, le directeur général du SPF Mobilité, l'exploitant, les compagnies aériennes et les services de secours, entre autres.

08.04 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Le ministre aurait pu être plus loquace. Il est exact qu'il y a d'autres responsables mais le ministre n'est-il pas co-responsable de la sécurité de l'aéroport ? A quels résultats a abouti l'enquête qu'il avait annoncée ? J'aimerais recevoir une copie de ses conclusions. Le ministre n'a pas dit non plus clairement comment il compte améliorer le système de communication.

Il me semble logique que les postes de contrôle des accès de l'aéroport ne puissent pas rester sans opérateur humain mais où étaient donc tous les autres membres du personnel chargés de la sécurité ? On ne sait toujours pas très bien pour quelles missions prioritaires ils avaient été convoqués. Le ministre n'a pas dit non plus quels enseignements avaient été tirés de cette défaillance du système de communication de Zaventem.

08.05 Katrien Schryvers (CD&V) : Il a fallu évacuer la plate-forme de communication mais une telle évacuation n'aurait-elle pas été prévue dans un plan de secours sérieux ? De surcroît, il ne fait aucun doute que d'autres solutions technologiques existent aujourd'hui.

Il est exact que le ministre n'est pas le seul responsable mais, à d'autres niveaux, il a rédigé quantité de circulaires et de textes législatifs dans le domaine de la sécurité. N'existe-t-il donc aucune directive concernant les risques spéciaux à l'Intérieur ? Le ministre en reconnaît d'ailleurs lui-même la nécessité puisqu'il a chargé son administration d'assurer le suivi du plan d'urgence.

08.06 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Une bonne administration, cela signifie donner aux instances responsables la possibilité de faire le nécessaire. Si les services de secours sont convoqués par le bourgmestre ou le gouverneur, ils sont tenus d'intervenir. Le gouverneur doit quant à lui tenter de déterminer, en concertation avec tous les responsables, s'il faut corriger le tir. En cas d'évacuation, il ne m'incombe pas de prendre la direction des opérations. Mais cette mission m'incombe par exemple en cas d'attentat terroriste.

L'enquête diligentée par le gouverneur révélera si le système est perfectible. Mes services prêteront leur concours plein et entier mais il ne m'appartient pas de me substituer au gouverneur.

08.07 Katrien Schryvers (CD&V) : En ce qui concerne l'intervention sur le terrain, je sais parfaitement qui est responsable pour chacune des phases. Mais le ministre pourrait au moins fixer des normes auxquelles tout plan d'intervention doit satisfaire. A-t-il par exemple été déterminé combien d'exercices doivent être effectués et quels agréments en dépendent ? La mise en œuvre sur le terrain relève de la responsabilité de l'exploitant et du bourgmestre.

08.08 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Le gouverneur constatera s'il y a lieu d'apporter des aménagements. Il est responsable de l'élaboration et de la correction des plans. Mes services mettront tout en œuvre afin de l'assister.

08.09 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : L'enquête du gouverneur est-elle toujours en cours ? Ou s'est-on limité à une réunion d'évaluation ?

08.10 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : M. Laeremans doit adresser cette question au gouverneur.

08.11 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Voilà une réponse facile. Le ministre entretient des contacts étroits avec le gouverneur car la police fédérale est investie d'une responsabilité importante à l'aéroport.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Greet van Gool au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les pièces d'identification utilisées par les agents des services publics" (n° 14361)

09.01 Greet van Gool (sp.a-spirit) : Les aveugles et les malvoyants ne peuvent, en raison de leur handicap, vérifier l'authenticité des cartes d'identification des agents de police, étant donné qu'elles ne comportent pas les données nécessaires en écriture braille. Bien que la police fédérale ait affirmé que l'adjonction d'une ligne en braille était techniquement impossible, le ministre avait promis de réexaminer la question. Il avait également annoncé qu'il tiendrait les organisations qui s'occupent des aveugles et des malvoyants au courant des mesures qu'il proposerait.

Où en est-on dans ce dossier ? Y a-t-il déjà eu une concertation avec les organisations concernées ?

09.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : En collaboration avec des firmes spécialisées dans la production de badges, la police fédérale a examiné deux systèmes permettant d'ajouter des signes braille sur les pièces d'identification. Le premier système causait des problèmes au niveau du film plastique apposé sur la carte, tandis que le second système ("hotstamping") produisait un relief qui n'était pas suffisamment reconnaissable. Ceci dit, même si c'était techniquement possible, nous n'aurions pas encore de solution efficace au problème de l'utilisation de fausses pièces justificatives. C'est pourquoi il faut chercher d'autres solutions. En cas de doute, l'idéal est que le citoyen prenne contact avec le commissariat de l'agent qui se présente à lui.

Le problème des fausses pièces d'identité sera abordé dans le cadre du module "problèmes actuels" de la formation des policiers. De plus, un nouveau module consacré à la communication avec les personnes handicapées, et, en particulier, avec les malvoyants, sera élaboré et intégré dans la formation continuée "communication interculturelle".

Fin janvier 2007, la police fédérale a invité l'Œuvre nationale des aveugles à une concertation. A ce jour, cette concertation n'a pas encore eu lieu.

09.03 Greet van Gool (sp.a-spirit) : Il est bon que la formation des policiers accorde plus de place, à l'avenir, aux contacts avec les personnes handicapées de la vue. J'espère également qu'une concertation aura lieu le plus rapidement possible avec les organisations représentatives.

L'incident est clos.

09.04 Le président : La question n° 14388 de M. Wathelet est reportée.

10 Question de Mme Katrien Schryvers au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la cotisation fédérale pour le 'Provinciaal Instituut voor Brandweer- en Ambulanciersopleiding'" (n° 14404)

10.01 Katrien Schryvers (CD&V) : Le Provinciaal Instituut voor Brandweer- en Ambulanciersopleiding (PIBA) envisage d'agrandir ses infrastructures et espère obtenir à cet effet une intervention financière des autorités fédérales dans le coût des travaux, évalués à environ 1 759 000 euros. Une décision en la matière devait être prise fin février.

Les autorités fédérales apporteront-elles une contribution financière ? Quel en serait le montant ? D'autres centres de formation recevront-ils également de l'argent, de manière à ce qu'une formation équivalente puisse être proposée dans l'ensemble du pays ? Le ministre pourrait-il me fournir un aperçu des subsides accordés aux différents centres de formation au cours de la période 2003-2007 ?

10.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Les centres de formation des services d'incendie reçoivent annuellement une subvention de formation. De l'argent est en outre disponible dans le fonds Seveso et le fonds nucléaire pour le subventionnement de projets.

Les provinces peuvent également introduire des projets fédéraux, à condition qu'ils présentent une plus-value pour l'ensemble du pays. Par ailleurs, les provinces reçoivent un certain montant - déterminé par le biais d'une clé de répartition - pour investir dans des projets provinciaux. Mon administration a donné un avis favorable au projet fédéral du PIBA, compte tenu du lien évident avec la problématique Seveso. Je vais suivre cet avis et demander à mon administration d'accorder une subvention du fonds Seveso à concurrence d'environ 50 % du coût total du projet.

En ce qui concerne votre question sur des subsides équivalents pour une formation de base équivalente, je voudrais attirer l'attention sur le fait que le projet PIBA a trait à une formation pour des risques spécifiques qui ne doit pas nécessairement être proposée dans chaque centre. Il s'agirait plutôt de permettre aux différents centres provinciaux de se spécialiser à l'avenir, pour que tous les membres des services d'incendie puissent alors se présenter dans tel ou tel centre proposant une formation spécifique.

Je transmets à l'auteur de la question un aperçu des subsides octroyés aux différents centres de formation au cours de la période 2003-2007.

10.03 Katrien Schryvers (CD&V) : Je remercie le ministre de s'être engagé à octroyer des crédits d'investissement au PIBA.

C'est une bonne idée de mettre en place un échange entre les différents centres. Chaque centre ne devra donc plus investir dans tout. Le ministre soutiendra-t-il les centres pour qu'ils opèrent de la sorte ?

L'incident est clos.

Le **président** : Plusieurs questions sont reportées : les questions n° 14406 de M. Joseph Arens, n° 14427 de Mme Muriel Gerkens, n°14432 de M. Guido de Padt, et n° 14464 de M. Benoît Drèze.

11 Question de M. Jean-Marc Nollet au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la sûreté, la culture de sûreté et l'autorisation d'exploitation de l'IRE" (n° 14494)

11.01 Jean-Marc Nollet (ECOLO) : J'aimerais connaître l'ampleur et le contenu exact des signes qui ont conduit AVN et l'AFCN à remettre un avis interpellant au sujet de la sûreté et la culture de la sûreté à l'IRE, désormais soumis à une révision décennale, et qui devra remettre pour le 31 mars un rapport sur les actions à entreprendre. Qu'est-ce qui a conduit à une telle exigence ? Qu'est-ce qui sera entrepris ?

Le rapport évoque aussi une ambiguïté au niveau de la définition des responsabilités exercées par différentes personnes faisant partie du service de contrôle physique interne. De quelle ambiguïté s'agit-il et qui concerne-t-elle ?

J'aimerais également que vous nous donniez copie de l'autorisation actuelle, qui couvre le traitement de 24 cibles par semaine, notamment en termes d'autorisations d'évacuation d'une certaine quantité de gaz radioactifs dans l'atmosphère.

Quelles sont les valeurs limites de concentration de gaz et les seuils de dose efficace autour du site ?

Quels sont les seuils annuels et instantanés prévus dans l'autorisation tant pour les habitants des environs que pour les travailleurs des entreprises situées sur le site de Fleurus ?

L'ensemble des données récoltées en la matière sont-elles accessibles pour le citoyen ?

11.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : L'organisation d'une entreprise ayant des activités nucléaires doit être empreinte d'une culture de sûreté. C'est dans ce cadre que se situent les préoccupations de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire, qui résultent de divers éléments relevés au cours des inspections effectuées.

L'Agence a donc demandé une analyse globale de la situation à l'IRE, ainsi que l'élaboration d'un plan d'action.

Le processus décisionnel ne s'avère pas particulièrement performant. Il a été constaté, par exemple, un manque de concertation entre les responsables actifs des différents services opérationnels.

Il a été impossible de déterminer au cours des inspections comment le service de contrôle physique de l'entreprise était intégré dans la ligne hiérarchique, ni qui en assumait la responsabilité.

L'IRE doit procéder, avant le 31 mars 2008, à une révision du type décennal, au cours de laquelle est évalué

le vieillissement des installations. L'Agence a déjà imposé à l'IRE la révision d'un rapport de sûreté pour le 31 mars 2007 au plus tard.

Concernant l'autorisation d'exploitation de l'IRE, j'ai demandé à l'Agence de vous transmettre l'arrêté qui reprend la localisation exacte de l'uranium hautement enrichi exploité à l'IRE. Cette information est sensible, raison pour laquelle elle a été biffée.

Les limites de rejets radioactifs gazeux de l'IRE sont formulées de manière très technique : elles seront mises à votre disposition par l'Agence, de même que les informations relatives à l'impact radiologique dû aux rejets dans l'atmosphère.

11.03 Jean-Marc Nollet (ECOLO) : Concernant les limites et les seuils, j'attends donc réception des documents avant d'éventuellement réagir.

Quant au problème relatif au traitement des déviations auquel se réfère le rapport, qu'est-ce que cela veut dire exactement ? Existe-t-il un lien entre les déviations et les rejets ?

11.04 Patrick Dewael, ministre (en français) : Je vous communiquerai une réponse par courrier électronique.

11.05 Jean-Marc Nollet (ECOLO) : Au-delà, je note avec satisfaction que vous êtes préoccupé par les problèmes. On attendra donc le 31 mars pour voir quelles mesures seront proposées. Je constate cependant que toutes les mesures nécessaires n'avaient pas été mises en œuvre par l'IRE.

L'incident est clos.

Le **président** : La question n° 14504 de M. Monfils est reportée, ainsi que les questions n°s 14505 et 14506 de Mme Galant. Les questions n°s 14203 et 14427 de Mme Gerken sont reportées à la semaine prochaine.

12 Question de M. Bart Laeremans au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la sécurité dans le métro de Bruxelles" (n° 14508)

12.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Selon le journal *Metro*, on a dénombré, en 2005, 1 507 cas d'agression à la STIB et 684 au cours du premier semestre de 2006. En 2005, contrairement à 2006, les chiffres de la police avaient également été comptabilisés. Le ministre dispose-t-il déjà des chiffres globaux des agressions à la STIB pour 2006, incluant également les chiffres de la police ? Quels sont les chiffres définitifs pour le premier semestre de 2006 ? Combien de cas d'incapacité de travail en raison d'une agression ont été dénombrés en 2006 auprès des agents de surveillance de la STIB ?

Lorsqu'un agent de la STIB est interrogé comme témoin après une agression, son nom et son adresse privée sont mentionnés dans le procès-verbal. Les agents craignent les intimidations. N'est-il pas possible de ne mentionner que les coordonnées de la STIB ?

Les compétences du service de sécurité de la STIB devaient être élargies. Le personnel allait ainsi pouvoir faire usage d'un spray au poivre et de menottes et serait autorisé à procéder à des fouilles. Le dossier est en suspens depuis des mois déjà. Quand cette question sera-t-elle réglée ?

12.02 Patrick Dewael, ministre (en néerlandais) : J'ignore d'où *Metro* tient ses chiffres. Je dispose quant à moi de chiffres des statistiques de criminalité de la police fédérale. Les chiffres pour le second semestre de 2006 ne sont pas encore disponibles. Par rapport au premier semestre de 2005, il y a eu, au cours du premier semestre de 2006, une légère augmentation du nombre de faits, de 308 à 323. Ces chiffres ne concernent pas seulement la STIB mais l'ensemble des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale. Je ne puis pas vous donner pour l'heure de chiffres spécifiques concernant les stations de métro et le métro.

La STIB ne relève pas de mes compétences. En ce qui concerne les chiffres concernant les incapacités de travail, je renvoie M. Laeremans au ministre bruxellois M. Pascal Smet. Pour ce qui est de la mention de

l'adresse privée des agents de sécurité qui sont entendus comme témoin, il y a lieu de s'adresser à la ministre de la Justice.

En 2004, un cadre légal a été créé permettant à toutes les sociétés de transport en commun de mettre sur pied un service de sécurité disposant de moyens et de compétences particulières. La STIB a introduit une demande en ce sens auprès de mes services mais elle n'a pas encore démontré que le service de sécurité répondait à toutes les conditions légales requises. Ce n'est qu'après - et dès que le parquet aura également donné son avis - que je me prononcerai sur la demande d'autorisation.

12.03 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Je comprends que certains points ne relèvent pas de la compétence du ministre, mais j'espérais qu'il se serait renseigné auprès d'autres excellences. En tout état de cause, nous nous adresserons aux ministres compétents afin d'en savoir davantage sur le sujet. Les chiffres de la STIB sont manifestement incomplets. Nous ne manquerons pas de poser des questions à ce sujet au Parlement bruxellois.

Le fait que l'arrêté royal relatif au service de sécurité de la STIB se fasse toujours attendre serait donc imputable à la STIB elle-même. Nous allons vérifier cela. En tout état de cause, j'espère que le ministre va rapidement s'atteler à l'élaboration du régime légal en la matière dès qu'il aura obtenu les données nécessaires de la STIB. À présent, le personnel pâtit en effet de la confusion de la situation.

L'incident est clos.

13 Question de M. Stijn Bex au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le dépôt en ligne de plaintes auprès de la police" (n° 14519)

13.01 Stijn Bex (sp.a-spirit) : Le 1^{er} janvier 2007, un projet pilote de déclarations en ligne de vols à l'étalage, de vols de vélos et d'actes de vandalisme a été lancé dans cinq zones de police. J'ai lu dans une lettre d'information électronique du 2 mars du secrétaire d'État M. Van Quickenborne et dans la presse que les projets pilotes seront élargis.

Quelle évaluation a été faite des projets pilotes ? Combien de déclarations en ligne ont été faites et que représentent-elles par rapport aux déclarations ordinaires ? Comment les services de police ont-ils accueilli le projet ?

Ce projet sera-t-il effectivement élargi ? Des déclarations en ligne pourront-elles être faites partout dans le pays ou uniquement dans certaines zones ? D'autres délits pourront-ils être signalés en ligne ?

13.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Depuis le 3 janvier, 82 plaintes en ligne ont été déposées. Pas plus tard que la semaine dernière, le chef de zone de Lommel m'a informé que le nombre de déclarations en ligne est en augmentation. Étant donné le bref délai de réponse qui m'était imparti, je n'ai pas eu le temps d'établir une comparaison avec le nombre de déclarations classiques.

Les réactions des zones de police à propos des projets pilotes sont globalement très positives. L'objectif consiste effectivement à étendre progressivement le projet à l'ensemble du pays.

Le comité d'accompagnement – où sont représentés la magistrature et le Collège des procureurs généraux – étudie la possibilité de permettre également la déclaration en ligne d'autres types d'infraction. À cet égard, il importe d'éviter tout conflit entre les procédures internes des services de police et de la Justice.

13.03 Stijn Bex (sp.a-spirit) : J'introduirai une nouvelle question pour savoir si d'aucuns effectuent en ligne des déclarations qu'ils n'effectueraient pas par un autre moyen. Le ministre disposera ainsi du temps nécessaire pour examiner la question.

Je me félicite de l'extension du système. Même si certains faits ne font pas l'objet de poursuites, il est important qu'on en tienne compte dans le cadre de l'établissement du plan local de sécurité. Je propose qu'on autorise également la déclaration en ligne de plaintes en matière de racisme d'autant plus qu'à présent, la charge de la preuve a été renversée en cas de présomption de racisme.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 16 h 52.

De vergadering wordt geopend om 15.15 uur en voorgezeten door de heer Willy Cortois.

01 Vraag van mevrouw Hilde Vautmans aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de aanwijzing van de voorzitter van het politiecollege" (nr. 14354)

01.01 Hilde Vautmans (VLD): Het politiecollege van een meergemeentezone is samengesteld uit de burgemeesters van de gemeenten van die zone. Het college stelt een van zijn leden aan als voorzitter. Gebeurt dat niet, dan wordt het voorzitterschap waargenomen door de burgemeester met het hoogste stemgewicht totdat het college een formele beslissing heeft genomen.

De wettelijke regeling hieromtrent geeft aanleiding tot verwarring. Het is niet duidelijk of de beslissing over het voorzitterschap enkel in consensus mag worden genomen of dat de voorzitter ook door een verkiezing mag worden aangeduid. Wat is de juiste interpretatie? Wat gebeurt er als de burgemeesters niet tot een consensus komen?

Is de burgemeester met de hoogste rang verplicht om de voorzittersverkiezing te agenderen? Wanneer moet hij dat doen? Wat gebeurt er als hij de verkiezing niet agendeert?

01.02 Minister Patrick Dewael (Nederlands): Het politiecollege stelt een van zijn leden aan als voorzitter. Als dat niet gebeurt, wordt de functie in afwachting van de eigenlijke aanstelling waargenomen door het lid met de hoogste rang. Zo vermijdt men dat er geen voorzitter zou zijn.

De besluiten van het politiecollege worden bij meerderheid van stemmen genomen. Een consensus of unanimité wordt niet opgelegd door de wet, voor geen enkel onderwerp. Wel is een consensus een na te streven ideaal voor een collegiaal orgaan, maar als dat niet lukt, is een stemming soms noodzakelijk.

Op de eerste vergadering van het nieuwe politiecollege wordt normaal gezien, onder het voorzitterschap van de burgemeester met de hoogste rang, nagegaan of het college het huishoudelijk reglement van het vorige college overneemt. Ook wordt bij die gelegenheid nagegaan of er een consensus is over het voorzitterschap. Als blijkt dat er geen consensus kan worden bereikt, moet worden beslist wanneer er een voorzittersverkiezing zal plaatsvinden.

De voorlopige voorzitter is verplicht de voorzittersverkiezing te agenderen. Ook kunnen een of meer burgemeesters tijdens de vergadering de stemming over de aanstelling van de voorzitter vragen. De voorzitter is dan verplicht een stemming te organiseren over het al dan niet behandelen van de vraag van deze burgemeesters. De voorzitter is gebonden door de uitslag van die stemming.

De situatie in Limburg vormt de inspiratie voor de vraag van mevrouw Vautmans. Ik overweeg een regeringscommissaris te sturen als de situatie daar niet snel opgelost raakt.

01.03 Hilde Vautmans (VLD): Het is goed dat de minister het probleem in Limburg wil aanpakken.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Bart Laeremans aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de actuele cijfers inzake de taalkennis bij de Brusselse politie" (nr. 14161)

02.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang): In januari 2007 gaf de minister ons eindelijk de cijfers over de talenkennis bij de Brusselse politie. De cijfers dateren van mei 2006 en zijn dus allesbehalve actueel. Ook bevatten ze fouten en zijn er geen uitgesplitste cijfers voor de zone Zuid en de zone Ukkel.

Waarom bevatten de cijfers van die zones geen uitgesplitste gegevens tussen oude en nieuwe personeelsleden? Beschikt de minister niet over deze gegevens? Pleegt er met andere woorden iemand obstructie?

Beschikt de minister over recentere gegevens dan die van mei 2006? Het Arbitragehof hanteert in een arrest van 17 januari 2007 heel andere cijfers. Waarop zijn die gebaseerd?

Hoe verklaart de minister de lage tweetaligheidsscore bij de nieuwe personeelsleden? Zijn de 40 procent eentaligen bij de oudere personeelsleden allemaal ex-rijkswachters?

Kunnen wij een overzicht per jaar krijgen van het aantal personeelsleden dat sinds 2001 met succes examen aflegde bij Selor? Welke inspanningen worden er geleverd om het personeel aan te sporen een taalbrevet te halen?

02.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): De gegevens zijn afkomstig van de zones zelf. Sommige zones geven meer details dan andere. Dat is daarom nog geen obstructie. Eigenlijk zou men elk dossier van elk personeelslid afzonderlijk moeten bekijken en individueel moeten opvolgen. De zones hebben blijkbaar andere prioriteiten.

Deze discussie gaat over meer dan enkel over cijfermateriaal. De talenkennis van de Brusselse politie is inderdaad onvoldoende. De vraag is hoe we dat kunnen verhelpen. Ik denk dat er vereende inspanningen nodig zijn, ook van het gewone onderwijs. De premies die wij hebben ingevoerd, hebben in ieder geval weinig geholpen. Er moet een oplossing komen, maar de korpsen mogen ondertussen niet leeglopen. Daarom werd de overgangperiode verlengd. De veiligheid mag in geen geval in het gedrang komen.

De overheid heeft geen zicht op de bij Selor behaalde resultaten, omdat de personeelsleden zich individueel inschrijven.

De situatie kan alleen maar verbeteren als de taalopleidingen effect beginnen te krijgen. Het combineren van werken en lessen volgen is echter niet altijd eenvoudig. Men vraagt daarvoor een flexibele dienstorganisatie, maar die organisatie staat in de meeste zones al zwaar onder druk door het onvoorspelbare karakter van het politiewerk.

02.03 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Dit is een onvolledig antwoord. Het gaat niet op te zeggen dat er geen cijfers zijn van Selor omdat de personeelsleden zich afzonderlijk aanbieden bij Selor. De minister had al lang aan de zones een evolutie van de slaagpercentages bij Selor kunnen vragen.

De minister had inspanningen beloofd, maar hij had ondertussen al veel meer kunnen doen om de mensen aan te moedigen.

Ik vroeg actuele cijfers, maar kreeg er geen. De minister heeft het over 66 en 70 procent tweetaligen bij de politie in Brussel, terwijl hij het hier vroeger had over 52 procent. Ofwel speldt hij dus het Arbitragehof iets op de mouw, ofwel houdt hij informatie achter voor het Parlement. Bovendien kan de minister het verschil tussen die percentages niet eens verklaren.

Hoe komt het dat er bij de oudere personeelsleden nog steeds 40 procent eentaligen zijn? Dat kunnen toch niet allemaal gewezen rijkswachters zijn? En ook mijn vraag over de evolutie van de taalexamens werd niet beantwoord.

Dit onderwerp interesseert de minister niet. Alleen al daarom hoop ik dat hij niet de volgende minister van Binnenlandse Zaken wordt.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Talbia Belhouari aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de houding van de Dienst Vreemdelingenzaken bij uitwijzingen en meer bepaald het geval van de jonge Marokkaanse Amal" (nr. 14191)

03.01 Talbia Belhouari (PS): De jonge Marokkaanse Amal, die vijf maanden zwanger was en wachtte tot haar partner uit het ziekenhuis werd ontslagen om met hem te kunnen trouwen, werd op 22 januari aangehouden, naar Zaventem gebracht en nadien, dankzij de tussenkomst van haar advocate naar een gesloten centrum. De Dienst Vreemdelingenzaken zegt dat ze haar het land hebben willen uitzetten om "een voorbeeld" te stellen, terwijl ze goed wisten dat ze makkelijk een visum zou verkrijgen om terug naar België te komen om te trouwen.

Kan u ons uitleggen waarom de dienst Vreemdelingenzaken zich zo opstelt? Welke schikkingen zal u treffen om dergelijke situaties in de toekomst te voorkomen? Waarom werd er, zoals ook de journaliste van *Le Soir* vraagt, geen rekening gehouden met de administratieve en familiale situatie van die vrouw?

03.02 Minister Patrick Dewael (Frans): Ik kan geen uitspraak doen over individuele gevallen. Een vreemdeling die illegaal in het land verblijft kan worden vastgehouden in afwachting dat hij uit het land wordt gezet, zonder dat zijn medische toestand systematisch wordt gecontroleerd. Het is daarentegen zo dat iemand die naar een gesloten centrum wordt gezonden altijd eerst een medisch onderzoek ondergaat. Als er dan nieuwe elementen opduiken, wordt de situatie van de persoon in kwestie opnieuw bekeken en mijn administratie houdt met die elementen rekening om een beslissing te treffen.

03.03 Talbia Belhouari (PS): Ik wou het niet over een individueel geval hebben maar over een algemene toestand waarover in de pers wordt bericht. Volgens mij is een zwangerschap van vijf maanden ook duidelijk zichtbaar.

De **voorzitter**: Mag ik de commissiesecretaris vragen erop toe te zien dat er voortaan geen vragen over individuele gevallen meer op de agenda worden geplaatst?

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer François Bellot aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de eindeloopbaanvergoedingen van de politieagenten" (nr. 14200)

04.01 François Bellot (MR): Hoe zal u, in de loop van de komende weken, de bedragen van de eindeloopbaanpremies berekenen van de politieambtenaren die hun ziektedagen niet hebben opgebruikt?

04.02 Minister Patrick Dewael (Frans): Er bestaat al een ontwerp van koninklijk besluit, maar daarover moet nog worden onderhandeld met de vakbonden en met de Adviesraad van burgemeesters.

Alle leden van het politiepersoneel die vanaf 1 augustus 2007 met pensioen gaan, zullen recht hebben op zo'n premie. Het bedrag is vastgesteld op een tiende van het aantal resterende ziektedagen, omgezet in uren en vermenigvuldigd met 1/1626^{ste} van het voor de maand voorafgaand aan het pensioen verschuldigde loon. De datum van inwerkingtreding van de regeling is vervat in protocol 186/4. De aan de gang zijnde controles moeten ervoor zorgen dat de doelstelling van de maatregel – namelijk het absenteïsme bij de geïntegreerde politie bestrijden – wordt bereikt.

04.03 François Bellot (MR): Ik hoop dat het koninklijk besluit nog voor de ontbinding van de Kamers zal worden uitgevaardigd.

04.04 Minister Patrick Dewael (Frans): Het is de bedoeling voortgang te boeken met de lopende onderhandelingen, opdat alle personeelsleden die vanaf 1 augustus 2007 met pensioen gaan, zo'n premie zouden krijgen.

04.05 François Bellot (MR): Wellicht zullen de personeelsleden die vanaf 1 juli 2007 met pensioen zouden gaan, vragen om hun loopbaan met een of twee maanden te verlengen, zoals het statuut toelaat.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vragen nr. 14203 van mevrouw Murielle Gerken, nr. 14215 van de heer Chabot en nr. 14234 van de heer Luc Gouty worden verdaagd, aangezien deze sprekers niet aanwezig zijn.

05 Vraag van mevrouw Camille Dieu aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de stand van zaken aangaande het flashover-opleidingscentrum in Wallonië en het specialisatiedossier dat door de provincie Henegouwen werd ingediend in het kader van de gelden uit het Seveso-fonds" (nr. 14240)

05.01 Camille Dieu (PS): Naar aanleiding van het ongeval waarbij een jonge brandweerman begin februari om het leven is gekomen, werd het belang van de opleiding van de brandweerlieden nogmaals in de verf gezet. De PS hecht veel belang aan de werkomstandigheden en de opleiding van de diensten voor civiele veiligheid.

Op 11 februari verklaarde u op de RTBF dat de praktische opleidingen van het 'flash over'-type beschikbaar waren in België – enkel in Vlaanderen – en dat in de provincie Henegouwen een plan voor een opleidingscentrum werd ontwikkeld.

Al in december 2006 zou die provincie zich bereid verklaard hebben om de opleiding voor Franstalige brandweerlieden te organiseren, maar er werd niet op dat voorstel gereageerd.

Op 14 februari deed u in de geschreven pers een oproep tot initiatieven, met de vermelding dat elk praktijkcentrum naast de basisopleiding ook een of andere specialiteit moest ontwikkelen. De provincie Henegouwen zou een dergelijk project voor een specialisatie hebben ingediend.

Op welke manier werd op de voorstellen van de provincie Henegouwen gereageerd? Tot dusver hebben de autoriteiten van die provincie nog altijd geen antwoord gekregen.

05.02 Minister Patrick Dewael (*Frans*): De provinciale brandweerschool van Henegouwen werd geselecteerd voor de 'flash-over'-opleiding en zal dienst doen als operator voor de Franstalige brandweerlieden.

Ik heb er nota van genomen dat die school aangeboden heeft om eveneens een opleiding voor opleiders voor alle Franstalige provincies te organiseren.

Het dossier voor een gespecialiseerde opleiding dat door de provincie Henegouwen in het kader van de Sevesofondsen werd ingediend, werd op 26 januari 2007 door mijn diensten en de vertegenwoordigers van de gouverneurs onderzocht.

Er werden verscheidene dossiers ingediend die onze aandacht verdienen, zoals dat van Henegouwen. Voor het ogenblik werd nog geen beslissing genomen, maar de beste projecten die het dit jaar niet haalden, worden eerst gerangschikt voor de besteding van de middelen uit het Sevesofonds in 2008.

05.03 Camille Dieu (PS): Aangezien alles bij ons in de pers is verschenen, zal ik die informatie ook meedelen.

Voorzitter: mevrouw Camille Dieu.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Willy Cortois aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de huis-aan-huiscollecten" (nr. 14296)

06.01 Willy Cortois (VLD): De basis van de regelgeving voor de huis-aan-huiscollecten is een KB uit 1823

dat in de loop van de tijd werd aangevuld met ministeriële rondzendbrieven. Een nationale vergunning voor dergelijke collecten wordt bij KB toegestaan, telkens voor één jaar. Hoeveel vergunningen heeft de minister uitgereikt in 2004, 2005 en 2006? Hoeveel aanvragen werden geweigerd? Welke controle wordt door de administratie verricht?

Lokale vergunningen worden door de gemeentelijke en de provinciale overheden afgeleverd.

Verenigingen uit de liefdadigheidssector klagen over concurrentie van personen actief in de sector van de tweedehandse kledij en oud meubilair die het liefdadigheidsgevoel zouden misbruiken. Moet er misschien een nieuwe ministeriële circulaire komen of is het KB aan vervanging toe?

06.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): In de jaren 2004 en 2006 werden 23 vergunningen afgeleverd, in 2005 waren dat er 25. Elke vereniging die een vergunning voor een jaar heeft gekregen, moet binnen de drie maand na het verstrijken van de vergunning een balans bezorgen aan de FOD Binnenlandse Zaken. De vergunning wordt alleen verlengd als de kosten minder dan 25 procent van de opbrengsten bedragen.

De laatste drie jaar werd geen enkele aanvraag geweigerd. De FOD Binnenlandse Zaken kreeg geen enkele klacht over de wettelijke regeling en ziet dan ook geen reden om de ministeriële rondzendbrief van 1991 of het KB van 1823 te vervangen.

06.03 **Willy Corts** (VLD): Toch werd me uit allerlei hoeken gesignaleerd dat er misbruiken bestaan. Ik zal de minister twee voorbeelden bezorgen. De provincies en de gemeenten moeten misschien toch scherper op de zaken toezien.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: de heer Willy Corts.

07 **Vraag van de heer Bart Laeremans aan de eerste minister en aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de actie van de burgemeesters inzake het uitblijven van de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde" (nr. 14225)**

07.01 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Twintig burgemeesters van Halle-Vilvoorde hebben opnieuw acties aangekondigd tegen de unitaire kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde. Zij zullen de kiezerslijsten niet opstellen.

Wat is het antwoord van de regering op deze actie? Wat als de kiezerslijsten er niet op tijd zijn? Verzet de regering zich nog steeds tegen een splitsing van de kieskring vóór de verkiezingen van juni? Waarom wordt geen gevolg gegeven aan het arrest van het Arbitragehof dat de regering in 2003 vier jaar de tijd gaf om het gelijkheidsbeginsel te eerbiedigen?

07.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Het toezicht op de vaststelling van de kiezerslijst door ieder college van burgemeester en schepenen gebeurt door de provinciegouverneur voor alle gemeenten in zijn ambtsgebied. Hij verdeelt ook de kiezers over de stembureaus en wijst aan alle stembureaus stemlokalen toe. Hij ziet er ook op toe dat ieder college de kiezers tijdig een oproepingsbrief stuurt.

Het is dus aan de gouverneur om op te treden als een college van burgemeester en schepenen zijn werk niet doet.

De politieke aspecten van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde zijn op vorige vergaderingen genoeg aan bod geweest.

07.03 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): De minister ontwijkt de vraag en maakt daarmee duidelijk dat er geen splitsing meer zal komen. Hij verdoezelt zijn verantwoordelijkheid en schuift eerder genomen engagementen onder de mat.

De zaak is helemaal niet genoeg aan bod gekomen. Bovendien is de geest van het arrest van het Arbitragehof duidelijk. De kieskring moest tijdens deze zittingsperiode worden gesplitst. De minister negeert de rechtsstaat door te doen alsof het arrest niet bestaat. Het 'Vlaams' in de naam VLD klinkt hol.

Het incident is gesloten.

08 Samengevoegde vragen van

- de heer **Bart Laeremans** aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de hoogst gebrekkige communicatie en evacuatie na het bomalarm op Zaventem" (nr. 14325)
- mevrouw **Katrien Schryvers** aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de veiligheid op de nationale luchthaven" (nr. 14351)

08.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Op vrijdag 23 februari was er een vals bomalarm op de luchthaven van Zaventem. Dit gaf aanleiding tot een nooit geziene chaos.

Kan de minister een overzicht geven van de vastgestelde gebreken? Hoe komt het dat er geen behoorlijk communicatiesysteem bestaat voor de passagiers? Hoe verklaart de minister dat er met het personeel en zelfs met het veiligheidspersoneel niet behoorlijk gecommuniceerd kan worden? Wat wordt er bedoeld met de 'prioriteiten' waarvoor het beschikbare luchthavenpersoneel werd ingezet? Wat was de rol van de federale politie en van de douane? Klopt het dat er sinds 1991 geen enkele evacuatieoefening is geweest op Zaventem? Klopt het dat de bestaande evacuatieprocedures de voorbije jaren niet meer werden geactualiseerd?

08.02 Katrien Schryvers (CD&V): Klopt het dat sinds 1991 geen enkele veiligheidsoefening meer werd georganiseerd op de luchthaven van Zaventem? Hoe komt dat? In welke mate volgt de minister de veiligheid in en om de luchthaven op? Welke diensten zijn verantwoordelijk? De steden en gemeenten zijn verantwoordelijk voor de gemeentelijke rampenplannen, maar zijn er speciale procedures voor grotere risico's? Werd de minister ooit op de hoogte gebracht van het gebrek aan rampenplanning en veiligheidsvoorschriften? Stelde hij er ooit zelf vragen over? Kreeg hij van de gouverneur van Vlaams-Brabant al uitleg over de veiligheidsproblemen? Welke maatregelen neemt de minister?

08.03 Minister Patrick Dewael (Nederlands): Op 23 februari omstreeks 19 uur kreeg de federale politie de melding dat binnen de twee uur een bom zou ontploffen op de luchthaven. De politie beschouwde dat als een ernstige dreiging en besloot samen met de luchthaveninspectiedienst Beveiliging de twee hallen en de parking voor het luchthavengebouw te ontruimen. Omdat de veiligheid van alle aanwezigen primeerde, werd ook het communicatieplatform voor passagiers geëvacueerd. Daardoor liep het tijdelijk mis met die communicatie. Bovendien waren er coördinatieproblemen. Omdat bepaalde veiligheidstaken prioritair moesten worden uitgevoerd, werd al het beschikbare veiligheidspersoneel daarvoor ingezet. Zo moest erover worden gewaakt dat de toegangscontrole niet onbemand bleef. De douane speelt geen rol bij de ontruiming van de luchthaven en moest mee geëvacueerd worden.

Het klopt dat er geen echte evacuatieoefeningen zijn geweest waarbij alle passagiers werden geëvacueerd. De luchthaven moest wel meermaals geëvacueerd worden, wat steeds goed verliep. Bovendien organiseerden diverse luchtvaartmaatschappijen individuele oefeningen, zonder daarbij passagiers te betrekken.

De veiligheid van de luchthaven is allereerst een zaak van de uitbater. Ook de burgemeester en de provinciegouverneur hebben een taak. De minister van Binnenlandse Zaken is niet de eerste verantwoordelijke bij evacuatie naar aanleiding van een bommelding. De uitbater is verantwoordelijk voor het interne noodplan en heeft nationale en internationale verplichtingen. Er is maandelijks overleg in het Lokaal Veiligheidscomité. Daarin hebben onder meer de federale politie, de directeur-generaal van de FOD Mobiliteit, de uitbater, de luchtvaartmaatschappijen en de hulpdiensten zitting.

08.04 Bart Laeremans (Vlaams Belang): De minister geeft een mager antwoord. Het klopt dat er nog andere verantwoordelijken zijn, maar de minister moet toch mee instaan voor de veiligheid op de luchthaven. Wat zijn de resultaten van het onderzoek dat de gouverneur aankondigde? Ik krijg graag een kopie van zijn bevindingen. Evenmin is duidelijk hoe werk zal worden gemaakt van een beter communicatiesysteem.

Het lijkt me logisch dat toegangscontroleposten niet onbemand mogen blijven, maar waar was al het andere veiligheidspersoneel heen? Het is nog steeds niet duidelijk voor welke prioritaire taken zij waren opgeroepen. Evenmin vernam ik welke lessen werden getrokken uit de gebrekkige communicatie.

08.05 Katrien Schryvers (CD&V): Het communicatieplatform moest worden geëvacueerd, maar een ernstig noodplan had daar toch rekening mee gehouden? Bovendien bestaan er tegenwoordig ongetwijfeld andere technologische oplossingen.

Het klopt dat niet enkel de minister verantwoordelijk is, maar de minister schreef wel al heel wat rondzendbrieven en wetgeving inzake de veiligheid op andere niveaus. Heeft Binnenlandse Zaken dan geen richtlijnen over bijzondere risico's? De minister erkent de noodzaak daar trouwens zelf van, want hij heeft zijn administratie de opdracht gegeven het noodplan op te volgen.

08.06 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Goed bestuur is de verantwoordelijke instantie de mogelijkheid geven het nodige te doen. Worden de hulpdiensten opgeroepen door de burgemeester of de gouverneur, dan moeten ze hun medewerking verlenen. De gouverneur moet in overleg met alle verantwoordelijken nagaan of er moet worden bijgestuurd. Bij een evacuatie moet niet ik de zaken in handen nemen. Dat moet bijvoorbeeld wel als het gaat om een terroristische aanslag.

Het onderzoek van de gouverneur zal nu duidelijk maken of een en ander kan worden verbeterd. Mijn diensten zullen alvast volop meewerken, maar ik moet niet in de plaats van de gouverneur treden.

08.07 Katrien Schryvers (CD&V): Wat het optreden op het terrein betreft, weet ik best wie verantwoordelijk is voor welke fase. De minister zou echter wel normen kunnen bepalen waaraan een interventieplan moet voldoen. Werd bijvoorbeeld vastgesteld hoeveel oefeningen er moeten worden uitgevoerd en welke erkenningen daarvan afhangen? De implementatie op het terrein is dan weer de verantwoordelijkheid van de uitbater en de burgemeester.

08.08 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): De gouverneur zal vaststellen of er zaken moeten worden bijgestuurd. Hij is verantwoordelijk voor het uitstippelen en corrigeren van de plannen. Mijn diensten zullen alles doen om hem bij te staan.

08.09 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Loopt het onderzoek van de gouverneur nog? Of bleef het bij een evaluatievergadering?

08.10 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Dat moet de heer Laeremans aan de gouverneur vragen.

08.11 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Dat is een gemakkelijk antwoord. De minister heeft nauwe contacten met de gouverneur, want de federale politie draagt een belangrijke verantwoordelijkheid op de luchthaven.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Greet van Gool aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "legitimatiebewijzen van overheidspersoneel" (nr. 14361)

09.01 Greet van Gool (sp.a-spirit): Blinden en slechtienden kunnen door hun handicap de echtheid van legitimatiebewijzen van politiemensen niet nagaan, omdat de gegevens niet in braille vermeld worden. Hoewel de federale politie had gezegd dat het aanbrengen van zo een braillestrip technisch onmogelijk is, had de minister beloofd dit nog eens te laten onderzoeken. Hij zou ook feedback geven aan de organisaties voor blinden en slechtienden over de maatregelen die hij zou voorstellen.

Hoe zit het nu met de braillestrip? Is er al overleg geweest met de organisaties?

09.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): In samenwerking met firma's die gespecialiseerd zijn in de productie van badges, heeft de federale politie twee systemen onderzocht om brailletekens aan te brengen. Het eerste systeem veroorzaakte problemen met de filmklaar van het legitimatiebewijs, terwijl het tweede systeem - hotstamping - een onvoldoende herkenbaar reliëf gaf. Maar zelfs indien dit technisch realiseerbaar was, dan zou dit nog geen sluitende oplossing geven voor het gebruik van valse legitimatiebewijzen. Daarom moeten we zoeken naar andere oplossingen. Bij twijfel kan de burger best telefonisch contact opnemen met het commissariaat van de politieman die zich aanbiedt.

In het kader van de module 'actuele problemen' van de politieopleiding zal ook aandacht besteed worden aan de problematiek van de valse legitimatiebewijzen. In de voortgezette opleiding 'interculturele communicatie' wordt een nieuwe module voorbereid inzake communicatie met gehandicapten en in het bijzonder met blinden.

De federale politie nodigde eind januari 2007 het Nationaal Werk van de Blinden uit voor overleg. Tot vandaag heeft dit overleg nog niet plaatsgevonden.

09.03 **Greet van Gool** (sp.a-spirit): Het is goed dat er in de opleiding meer aandacht besteed zal worden aan de contacten met visueel gehandicapten. Ik hoop ook dat er zo snel mogelijk overleg komt met de representatieve organisaties.

Het incident is gesloten.

09.04 **De voorzitter**: Vraag nr. 14388 van de heer Wathélet wordt uitgesteld.

10 **Vraag van mevrouw Katrien Schryvers aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de federale bijdrage in het Provinciaal Instituut voor Brandweer- en Ambulanciersopleiding" (nr. 14404)**

10.01 **Katrien Schryvers** (CD&V): Het Provinciaal Instituut voor Brandweer- en Ambulanciersopleiding (PIBA) plant een uitbreiding van haar infrastructuur en rekent daarvoor op een financiële tussenkomst van de federale overheid in de kostprijs, die op ongeveer 1.759.000 euro wordt geschat. Een beslissing daarover zou eind februari genomen worden.

Zal de federale overheid financieel bijspringen? Hoeveel zou deze financiële tussenkomst bedragen? Krijgen ook andere opleidingscentra geld, zodat over het hele land een gelijkwaardige opleiding kan worden aangeboden? Kan de minister een overzicht geven van de subsidiëring aan de verschillende opleidingscentra in de periode 2003-2007.

10.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): De opleidingscentra van de brandweer ontvangen jaarlijks een opleidingssubsidie. Bovendien is in Seveso-fonds of het Nucleaire Fonds geld beschikbaar voor projectsubsidies.

Ook de provincies kunnen federale projecten indienen, op voorwaarde dat die een meerwaarde betekenen voor het hele land. Daarnaast krijgen de provincies via een verdeelsleutel een bepaald bedrag toegekend om te investeren in provinciale projecten. Mijn administratie heeft een gunstig advies gegeven voor het federale project van het PIBA, omdat dit voorstel een duidelijke link met de Seveso-problematiek vertoont. Ik zal het advies volgen en mijn administratie opdragen om uit het Seveso-fonds een subsidie toe te staan ten belope van ongeveer 50 procent van de volledige kosten van het project.

Wat uw vraag over gelijke subsidies voor een gelijkwaardige basisopleiding betreft, moet ik erop wijzen dat het PIBA-project betrekking heeft op een opleiding voor specifieke risico's, die niet noodzakelijk in elk centrum aangeboden hoeft te worden. Het is veeleer de bedoeling dat de verschillende provinciale centra zich in de toekomst meer kunnen specialiseren en dat alle brandweerdiensten van het land dan terecht kunnen in een centrum dat specifieke opleidingen aanbiedt.

Ik bezorg de vraagsteller een overzicht betreffende de subsidies verleend aan de verschillende

opleidingscentra in de periode 2003-2007.

10.03 Katrien Schryvers (CD&V): Ik dank de minister voor de toezegging van investeringskredieten aan het PIBA.

Het is een goed idee om een uitwisseling tussen de verschillende centra tot stand te brengen. Dan hoeft elk centrum niet langer in alles te investeren. Zal de minister de centra ondersteunen om zo te werken?

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Nog een aantal vragen wordt uitgesteld : vraag nr. 14406 van de heer Joseph Arens, nr. 14427 van mevrouw Muriel Gerkens, nr. 14432 van de heer Guido De Padt en nr. 14464 van de heer Benoît Drèze.

11 Vraag van de heer Jean-Marc Nollet aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de veiligheid, de veiligheidscultuur en de uitbatingsvergunning van het IRE" (nr. 14494)

11.01 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Ik zou de omvang en de precieze aard van de aanwijzingen willen kennen die ervoor gezorgd hebben dat AVN en het FANC een interpellierend advies hebben ingediend over de veiligheid en de veiligheidscultuur bij het IRE, dat vanaf nu om de tien jaar een revisie ondergaat en dat voor 31 maart een verslag moet indienen over de te nemen maatregelen. Hoe komt het dat men zo veeleisend is geworden? Welke stappen zullen ondernomen worden?

Het verslag vermeldt ook een dubbelzinnigheid met betrekking tot het bepalen van de verantwoordelijkheden die de mensen van de interne dienst voor fysische controle dragen. Over welke dubbelzinnigheid heeft men het en op wie heeft ze betrekking?

Ik zou willen dat u ons een kopie bezorgt van de huidige vergunning voor de behandeling van 24 targets per week, en met name op het vlak van de vergunning om een bepaalde hoeveelheid radioactief gas in de atmosfeer te laten ontsnappen.

Welke grenswaarden gelden er voor de gasconcentraties en wat zijn de efficiënte grensdosissen rond de site?

Welke jaarlijkse en onmiddellijke drempelwaarden zijn er in de vergunning opgenomen voor de buurtbewoners en de werknemers uit de bedrijven die op de site van Fleurus gevestigd zijn?

Hebben de burgers toegang tot alle gegevens die daarover ingezameld worden?

11.02 Minister Patrick Dewael (Frans): Een bedrijf met nucleaire activiteiten moet voor alles oog hebben voor de veiligheid. De bezorgdheid van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle in dat kader kwam voort uit diverse elementen die tijdens de inspecties werden vastgesteld.

Het Agentschap heeft dus gevraagd een globale analyse van de toestand in het IRE te maken en een actieplan op te stellen.

De besluitvorming laat blijkbaar veel te wensen over. Zo werd er bijvoorbeeld een gebrek aan overleg tussen de hoofden van de diverse operationele diensten vastgesteld.

Tijdens de inspecties kon onmogelijk worden vastgesteld welke plaats de dienst voor fysieke controle in de hiërarchie inneemt of wie er de leiding over had.

Het IRE moet vóór 31 maart 2008 een tienjaarlijkse revisie uitvoeren. Daarbij wordt de veroudering van de installaties geëvalueerd. Het Agentschap heeft het IRE reeds opgedragen uiterlijk tegen 31 maart 2007 een veiligheidsrapport te herzien.

Wat de exploitatievergunning van het IRE betreft, heb ik het Agentschap gevraagd u het besluit te bezorgen met de exacte locatie van het door het IRE geëxploiteerde hoogverrijkte uranium. Het gaat om gevoelige informatie, die om die reden werd geschrapt.

De grenswaarden voor de gasachtige radioactieve uitstoot van het IRE worden erg technisch omschreven. Ze zullen u door het Agentschap worden bezorgd, net als de informatie over de radiologische impact van de uitstoot in de atmosfeer.

11.03 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Wat de maxima en de drempels betreft, wacht ik dus de documenten af alvorens te reageren.

Wat het in het rapport vermelde probleem inzake de behandeling van de afwijkingen betreft, wat betekent dat precies? Bestaat er een verband tussen de afwijkingen en de uitstoot?

11.04 Minister Patrick Dewael (Frans): Ik zal u per e-mail een antwoord bezorgen.

11.05 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Daarnaast stel ik met tevredenheid vast dat u aandacht hebt voor die problemen. Op 31 maart weten we dus welke maatregelen worden voorgesteld. Ik stel evenwel vast dat niet alle noodzakelijke maatregelen door het IRE werden toegepast.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 14504 van de heer Monfils wordt uitgesteld, evenals de vragen nrs. 14505 en 14506 van mevrouw Galant. Ook de vragen nrs. 14203 en 14427 van mevrouw Gerken worden naar volgende week verdaagd.

12 Vraag van de heer Bart Laeremans aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de veiligheid bij de Brusselse metro" (nr. 14508)

12.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Volgens *Metro* waren er in 2005 1.507 agressiegevallen bij de MIVB en in het eerste semester van 2006 684. In 2005 werden echter ook de cijfers van de politie meegeteld en in 2006 niet. Beschikt de minister al over de globale cijfers voor agressie bij de MIVB voor 2006, waarin ook de cijfers van de politie vervat zitten? Wat zijn de definitieve cijfers voor het eerste semester van 2006? Hoeveel gevallen van werkonbekwaamheid ten gevolge van agressie waren er in 2006 bij de MIVB-bewakingsagenten?

Als een veiligheidsagent van de MIVB na een geval van agressie ondervraagd wordt als getuige, worden zijn naam en privéadres vermeld op het pv. De agenten vrezen voor intimidatie. Is het niet mogelijk om enkel de adresgegevens van de MIVB te vermelden?

De bevoegdheden van de veiligheidsdienst van de MIVB zouden worden uitgebreid, waardoor het personeel gebruik kan maken van pepperspray en handboeien en de bevoegdheid krijgt om te fouilleren. Dit sleept al maanden aan. Wanneer wordt het dossier afgerond?

12.02 Minister Patrick Dewael (Nederlands): Ik weet niet waar *Metro* de cijfers gehaald heeft. Ik beschik over cijfers van de politionele criminaliteitsstatistieken van de federale politie. De cijfers voor het tweede semester van 2006 zijn nog niet beschikbaar. Ten opzichte van het eerste semester van 2005 was er in het eerste semester van 2006 een lichte stijging van het aantal feiten van 308 naar 323. Deze cijfers slaan niet enkel op de MIVB, maar op het gehele openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Specifieke cijfers over de metrostations en de metro kan ik op dit moment nog niet geven.

De MIVB behoort niet tot mijn bevoegdheden. Wat betreft de cijfers over werkonbekwaamheid verwijs ik de heer Laeremans naar Brussels minister Pascal Smet. Voor wat betreft de vermelding van het privéadres van veiligheidsagenten die worden ondervraagd als getuige verwijs ik hem door naar de minister van Justitie.

Eind 2004 werd een wettelijk kader gecreëerd waardoor alle openbare vervoersmaatschappijen een veiligheidsdienst kunnen oprichten met bijzondere middelen en bevoegdheden. De MIVB diende daarvoor een aanvraag in bij mijn diensten, maar heeft echter nog niet aangetoond dat de veiligheidsdienst aan alle

wettelijke voorwaarden voldoet. Pas daarna en zodra het parket zijn advies heeft verleend, zal ik mij uitspreken over de vergunningsaanvraag.

12.03 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Ik begrijp dat de minister niet bevoegd is voor een aantal zaken, maar ik had gehoopt dat hij misschien toch zijn licht was gaan opsteken bij andere excellenties. In ieder geval zullen wij ons tot de bevoegde ministers wenden om meer duidelijkheid te krijgen. De cijfers van de MIVB zijn blijkbaar onvolledig. Daarover zullen wij in het Brussels Parlement zeker vragen stellen.

Dat het KB over de veiligheidsdienst van de MIVB er nog niet is, is blijkbaar de schuld van de MIVB zelf. Wij zullen dat nagaan. In ieder geval hoop ik dat de minister snel werk maakt van een wettelijke regeling zodra hij de nodige gegevens heeft gekregen van de MIVB. Op dit moment is het personeel immers de dupe van de onduidelijke toestand.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van de heer Stijn Bex aan de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "de online aangifte bij de politie" (nr. 14519)

13.01 Stijn Bex (sp.a-spirit): Op 1 januari 2007 werd in vijf politiezones gestart met een proefproject van online aangiftes van winkel- en fietsdiefstallen en vandalisme. In de e-nieuwsbrief van 2 maart van staatssecretaris Van Quickenborne en in de pers lezen wij dat de proefprojecten zullen worden uitgebreid.

Hoe luidt de evaluatie van de proefprojecten? Hoeveel online aangiftes werden er ingediend en hoe verhouden die zich tot de gewone aangiftes? Hoe onthaalden de politiediensten het project?

Wordt dit project inderdaad uitgebreid? Zal men in het hele land online aangiftes kunnen doen of slechts in een aantal zones? Zullen ook andere misdrijven online kunnen worden gemeld?

13.02 Minister Patrick Dewael (Nederlands): Sinds 3 januari zijn er 82 online klachten ingediend. Vorige week heeft de zonechef van Lommel mij nog laten weten dat het aantal online aangiftes in een stijgende lijn zit. Gezien de korte antwoordtermijn had ik niet de tijd een vergelijking te maken met de gewone aangiftes.

De reacties van de politiezones op de proefprojecten zijn over het algemeen zeer positief. Het is inderdaad de bedoeling om het project geleidelijk aan uit te breiden tot het hele land.

Het begeleidingscomité – waarin de magistratuur en het College van procureurs-generaal zijn vertegenwoordigd – onderzoekt de mogelijkheid om ook andere inbreuken online te kunnen aangeven. Belangrijk daarbij is dat interne politie- en justitieprocedures niet met elkaar in conflict komen.

13.03 Stijn Bex (sp.a-spirit): Om te weten of er online ook aangiftes worden gedaan van zaken die men anders niet zou aangeven, zal ik een nieuwe vraag indienen. Zo geef ik de minister de tijd om een en ander te onderzoeken.

Het is goed dat het systeem zal worden uitgebreid. Ook als feiten niet kunnen worden vervolgd, zijn ze toch belangrijk voor het uitstippelen van het lokale veiligheidsplan. Ik stel voor om ook voor racismeklachten online aangifte mogelijk te maken, zeker nu de bewijslast is omgekeerd bij een vermoeden van racisme.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.52 uur.